

Qualité des institutions et attractivité des investissements directs étrangers en Afrique

Institutional quality and the attractiveness of foreign direct investment in Africa

Auteur 1 : Youbi Pouepi Landry Arnold

Auteur 2 : Cabral François Joseph,

Youbi Pouepi Landry Arnold, Doctorant, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG), Laboratoire de recherches sur les Institutions et la Croissance (LINC), Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar, Sénégal.

Cabral François Joseph, Professeur titulaire des universités, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG), Laboratoire de recherches sur les Institutions et la Croissance (LINC), Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar, Sénégal.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : Youbi P.L.A. & Cabral F.J. (2023) « Qualité des institutions et attractivité des investissements directs étrangers en Afrique », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 19 » pp: 445 – 460.

Date de soumission : Juillet 2023

Date de publication : Août 2023



DOI : 10.5281/zenodo.8297386
Copyright © 2023 – ASJ



Résumé

L'objectif de cet article est d'évaluer le rôle de la qualité des institutions dans l'attractivité des investissements directs étrangers (IDE) en Afrique. Pour ce faire, nous avons utilisé la méthode des moments généralisés (MMG) en système sur un panel de 30 pays, durant la période 2002-2020. Les résultats montrent que la qualité des institutions affecte positivement et significativement l'attractivité des IDE. Ceci à travers le contrôle de la corruption, l'État de droit, la liberté d'expression, la qualité de la régulation, la qualité du service public et la stabilité politique. Ces résultats invitent les gouvernements africains à améliorer ces dimensions, afin d'attirer davantage les IDE.

Mots clés : qualité des institutions, attractivité des IDE, Afrique, MMG en système, gouvernements africains

Abstract

The objective of this article is to evaluate the role of institutional quality in the attractiveness of foreign direct investment (FDI) in Africa. To do so, we have used the method of generalized moments (MGM) in a system on a panel of 30 countries, over the period 2002-2020. The results show that the quality of institutions positively and significantly affects the attractiveness of FDI. This is reflected in the control of corruption, the rule of law, freedom of expression, the quality of regulation, the quality of public service and political stability. These results call on African governments to improve these dimensions, in order to attract more FDI.

Keywords : quality of institutions, FDI attractiveness, Africa, GMM system, African governments

Introduction

Les IDE sont de nos jours, considérés comme étant l'un des plus importants facteurs de l'intégration économique. À cet égard, la plupart des pays en développement (PED) montrent un intérêt prononcé pour ce type d'investissement. Tout comme les autres formes d'investissements, les IDE sont effectués dans une optique de rentabilité et se dirigent en priorité vers les régions où cet objectif est le plus susceptible d'être atteint et à moindre coût. Cela justifie à suffisance l'inégale répartition des IDE dans le monde et en particulier en Afrique, qui demeure le continent le moins attractive. En effet, ces deux dernières décennies, les entrées d'IDE en Afrique représentent 3,26 % des flux mondiaux (CNUCED, 2022).

Selon la World Governance Indicator (WGI, 2022), une analyse du cadre institutionnel en Afrique ces deux dernières décennies, met en exergue trois principales catégories de pays. La première catégorie est caractérisée par les pays ayant de bonnes institutions, dont l'indice moyen fluctue entre 0,76 et 0,006 (Ile Maurice, Botswana, Cap-Vert, Seychelles, Namibie, Afrique du Sud, Ghana). La deuxième catégorie s'illustre par des pays ayant des institutions moyennes, avec un indice moyen proche de 0 (Tunisie, Sénégal, Lesotho, Sao Tome et Principe, Benin, etc.). La troisième catégorie est constituée de pays marqués par de mauvaises institutions, avec un indice supérieur à -1 ou à -2 (Angola, Guinée-Bissau, Guinée, Nigeria, Guinée Équatoriale, Burundi, etc.). Une analyse sous régionale montre que l'Afrique australe (-0,30) et l'Afrique de l'Ouest (-0,59) sont bien classées, tandis que l'Afrique de l'Est (-0,87) et l'Afrique centrale (-1,06) présentent des institutions de faible qualité.

Plusieurs travaux ont été menés afin d'identifier les déterminants des IDE. Si ces derniers se sont focalisés en majorité sur les déterminants macroéconomiques, nous assistons depuis les années 90 à la prise en compte des facteurs institutionnels. Le débat actuel porte sur la nécessité d'améliorer la qualité des institutions pour attirer les IDE car de plus en plus, le choix de localisation des firmes se rattache à la qualité des institutions en plus des conditions économiques. Ainsi, il existe une littérature économique abondante axée sur le lien entre la qualité des institutions et l'attractivité des IDE dans les pays développés (PD) et les PED, avec des résultats assez controversés. En effet, certains auteurs postulent que la qualité des institutions favorise l'attractivité des IDE (Ekodo et al., 2018). D'autres, pensent que la qualité des institutions réduit l'attractivité des IDE (Kuzmina et al., 2014). D'autres encore émettent l'idée selon laquelle il n'existe aucun lien entre la qualité des institutions et l'attractivité des IDE (Guerin et Manzocchi, 2009). Au regard de ce qui précède, il serait intéressant de savoir

ce qu'il en est pour l'Afrique. Ainsi, il convient de poser la question suivante : quel est le rôle de la qualité des institutions dans l'attractivité des IDE en Afrique ?

L'objectif de ce travail de recherche est d'évaluer le rôle de la qualité des institutions dans l'attractivité des IDE en Afrique. Cette problématique nous semble légitime, à cause du déficit d'études sur le rôle de la qualité des institutions sur l'attractivité des IDE dans ce continent. La présente étude vise donc à combler ce vide. Pour cela, nous formulons l'hypothèse selon laquelle ; la qualité des institutions favorise l'attractivité des IDE en Afrique. Cette hypothèse est mise en exergue grâce à un modèle dynamique en données de panel estimé par la MMG en système. Pour ce faire, nous utilisons les données de la Banque Mondiale, en occurrence la WGI (2022) pour les indicateurs de la gouvernance et la WDI (2022) pour les variables macroéconomiques. Les données sur les indicateurs de la gouvernance sont disponibles de 1996 à 2020, mais ce n'est qu'à partir de 2002 qu'elles sont devenues continues. À cet effet, notre période d'étude s'étend de 2002 à 2020. Notre champ de recherche couvre 30 pays africains. Dans la suite de notre travail de recherche, après quelques faits stylisés de l'attractivité des IDE et qualité des institutions en Afrique (section 1). Nous présenterons une revue de la littérature (section 2). S'y ajoutent l'approche méthodologique utilisée (section 3), ainsi que les résultats qui en découlent et leurs discussions (section 4).

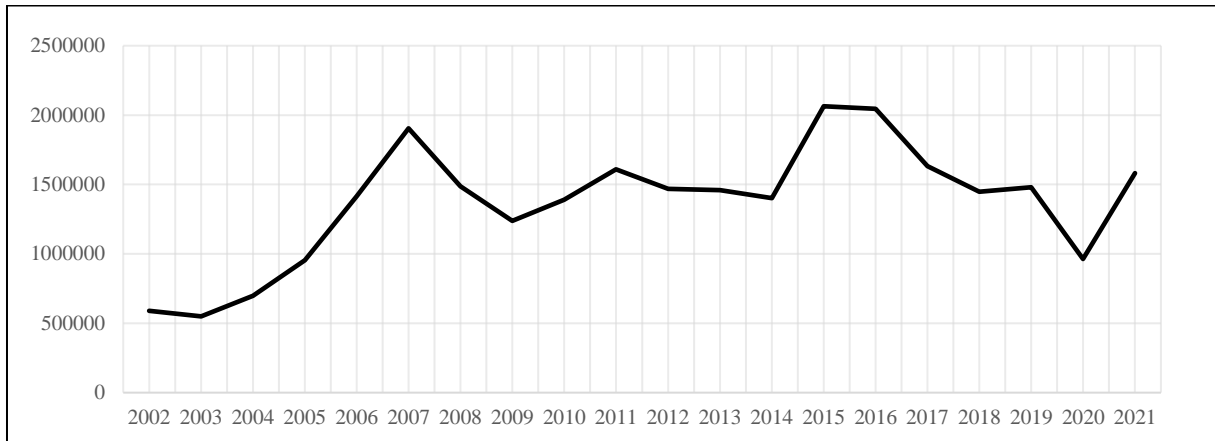
1. Attractivité des IDE et qualité des institutions en Afrique : faits stylisés

Dans cette section, nous analysons l'attractivité des flux d'IDE entrants en Afrique d'une part. Et d'autre part, nous apprécions la qualité de son cadre institutionnelle.

1.1. Attractivité des IDE en Afrique

Dès le début des années 2000, on a enregistré une forte évolution des flux d'IDE dans le monde. Ils sont passés de 590 milliards US\$ en 2002 à 1.582 milliards US\$ en 2021. Les flux d'IDE à destination des PED ont aussi considérablement augmenté. Cette progression se justifie en partie par les politiques de libéralisation initiées dans ces pays (Ekodo et al., 2018). Ces IDE sont passés de 165 milliards US\$ en 2002 à plus 835 milliards US\$ en 2021, soit une hausse de 406 %. Ce faisant, cette croissance des flux d'IDE dans les économies en développement diffère selon les régions. La répartition reste largement dominée par l'Asie, ensuite l'Amérique et en fin l'Afrique. L'Afrique n'est pas restée en marge de la compétitivité, les flux d'IDE en direction de l'Afrique ont été multipliés par près de 6 au cours de cette même période, passant de 14 à 82 milliards US\$ (graphique 1).

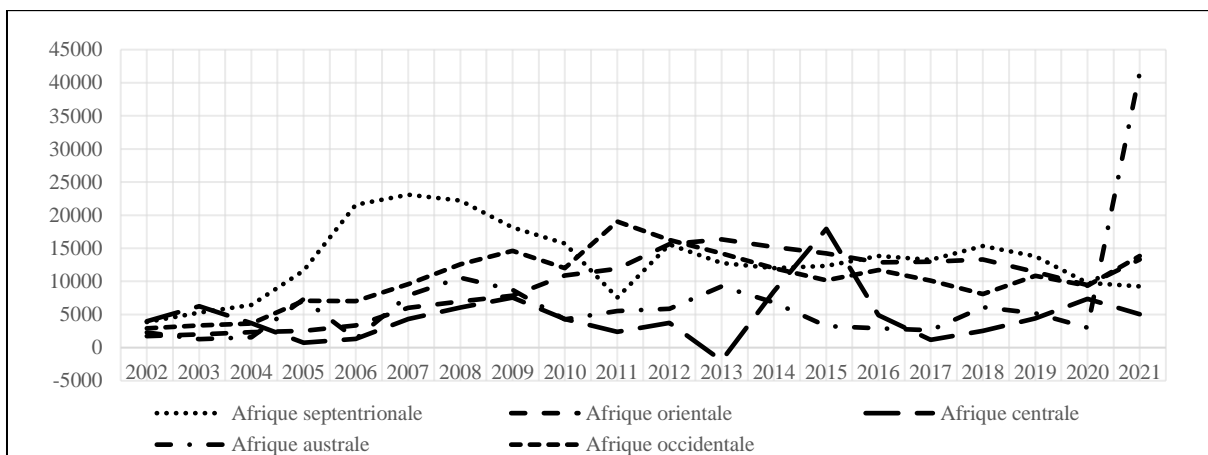
Graphique 1 : évolution des flux d'IDE entrants (en millions US\$) en Afrique



Source : auteurs, à partir des données de la CNUCED (2022).

Toutefois, l'Afrique demeure non seulement très marginalisée en termes d'IDE par rapport aux autres régions en développement, mais les entrées d'IDE diffèrent également selon ses sous-régions (graphique 2).

Graphique 2 : évolution des flux d'IDE entrants (en millions US\$) par sous-région



Source : auteurs, à partir des données de la CNUCED (2022).

1.2. Qualité des institutions en Afrique

L'attractivité des IDE en Afrique ces deux dernières décennies, s'est réalisée dans un cadre institutionnel peu performant. En effet, avec un score moyen de -0,30 (WGI, 2022) ; la sous-région Afrique australe tire l'indice de la qualité des institutions vers le haut. Parmi les pays les mieux classés, sept se démarquent (Ile Maurice, Botswana, Cap-Vert, Seychelles, Namibie, Afrique du Sud, Ghana). La faible corruption, le cadre juridique, la stabilité politique et un climat favorable aux initiatives privées y ont beaucoup contribué. Au rang des pays caractérisés par un mauvais cadre institutionnel, figurent l'Érythrée, la RCA, le Soudan, la RDC, le Sud Soudan, la Somalie (tableau 1).

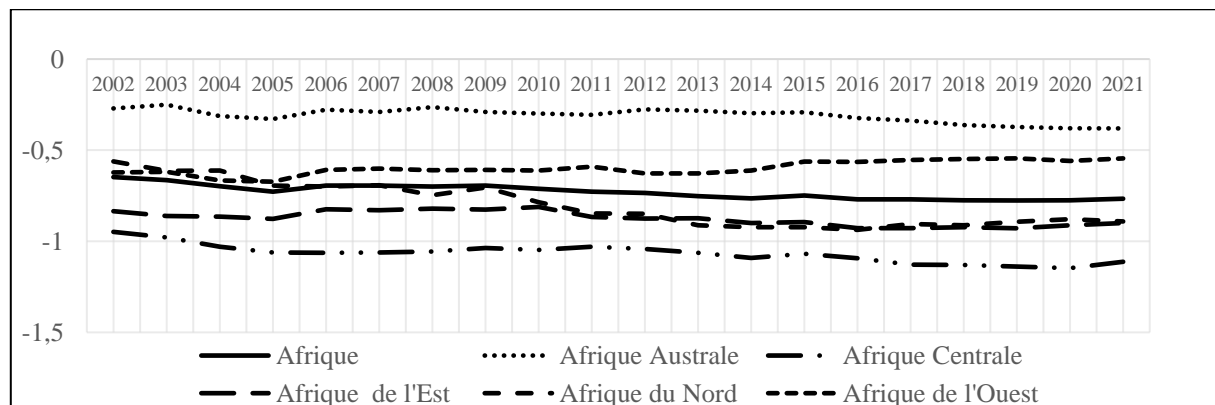
Tableau 1 : classification des pays africains selon la qualité des institutions

Pays à bonnes institutions	Indices moyens	Pays aux institutions moyennes	Indices moyens	Pays aux mauvaises institutions	Indices moyens
Ile Maurice	0,76	Tunisie	-0,15	Angola	-1,04
Botswana	0,67	Sénégal	-0,17	Guinée-Bissau	-1,08
Cap Vert	0,47	Lesotho	-0,22	Guinée	-1,11
Seychelles	0,44	Sao Tome et Principe	-0,27	Congo	-1,12
Namibie	0,33	Benin	-0,29	Nigeria	-1,12
Afrique du Sud	0,21	Maroc	-0,33	Guinée Equatoriale	-1,19
Ghana	0,006	Rwanda	-0,36	Burundi	-1,26
		Zambie	-0,38	Tchad	-1,34
		Burkina Faso	-0,40	Libye	-1,36
		Malawi	-0,41	Zimbabwe	-1,38
		Tanzanie	-0,46	Erythrée	-1,39
		Gambie	-0,50	RCA	-1,43
		Mozambique	-0,52	Soudan	-1,54
		Eswatini	-0,53	RDC	-1,61
		Gabon	-0,57	Sud Soudan	-1,84
		Cameroun	-0,96	Somalie	-2,15

Source : auteurs, à partir des données de la WGI (2022).

La période 2002-2021 est marquée par une détérioration de la qualité des institutions en Afrique (graphique 3). Le score est passé de -0,64 en 2002 pour s'établir à -0,76 en 2021. De 2005 à 2009, l'indice moyen de la qualité des institutions est passé de -0,72 à -0,69. Cette période est caractérisée par la création des institutions africaines avec l'aide des institutions internationales visant à améliorer la qualité de leurs institutions.

Graphique 3 : évolution annuelle de l'indice moyen de gouvernance en Afrique et dans les sous-régions entre 2002 et 2021



Source : auteurs, à partir des données de la WGI (2022).

2. Qualité des institutions et attractivité des IDE : revue de la littérature

En se référant au « paradigme électique », l'un des déterminants majeurs des IDE est la qualité des institutions. Ainsi, en se penchant sur le rôle des indicateurs de cette dernière dans l'attractivité des IDE, les économistes ont identifié principalement : la corruption, le régime politique, la stabilité politique et l'absence de violence comme principaux canaux de transmissions.

Un des points qui suscitent le plus de débats en matière de qualité des institutions, concerne la corruption et son influence dans l'attractivité des capitaux étrangers. En effet, deux approches s'y opposent : l'approche des hétérodoxes et celle des orthodoxes. Pour les hétérodoxes, la corruption joue le rôle de « helping hand », c'est-à-dire qu'elle attire les IDE. Dans la mesure où, elle permet aux potentiels investisseurs de contourner les rigidités imposées par les pouvoirs publics. À l'inverse, les orthodoxes soutiennent que la corruption est un « grabbing hand » ceci en décourageant l'attractivité des IDE. En ce sens que, la corruption ainsi que l'existence des rentes qu'elle engendre, créent les dysfonctionnements dans l'économie en agissant comme une taxe arbitraire, ce qui induit la réduction des profits des investisseurs étrangers (Sarkar et Hasan, 2001). Dès lors, elle exacerbe les coûts de production, limite la rentabilité des investissements et détourne la localisation des investissements étrangers (Drabek et Payne, 2002).

En ce qui concerne le régime politique et son influence dans l'attractivité des IDE. Plusieurs auteurs en ont étudié leur pertinence à travers la protection des droits de propriété. Pour Przeworski et Limongi (1993), le régime autocratique est celui qui garantit le mieux la protection des droits de propriété. En effet, la rigidité des règles dans les pays démocratiques, augmente les contraintes auxquelles sont soumises les investisseurs étrangers. Toutefois, certains auteurs s'opposent à cette thèse et relèvent que l'absence de contre-pouvoir amène les autorités autocratiques à agir dans l'intérêt privé (North, 1990).

Parlant de l'influence de la stabilité politique et l'absence de violence dans l'attractivité des IDE. Pour Badoma et Abessolo (2017), la stabilité politique est un facteur d'attractivité des IDE. Elle permet la diminution de l'incertitude et les coûts non prévisibles associés. Li (2006), propose un argument théorique pour illustrer les canaux par lesquels les violences politiques et les formes extrêmes de l'instabilité politique affectent les IDE. Il base son analyse d'une part sur les anticipations des investisseurs étrangers sur la probabilité que survienne un conflit pendant le déroulement de leurs activités, et d'autre part, il montre que l'influence de l'instabilité politique sur les IDE, dépend du degré de la violence en présence.

Au regard des études passées en revue, le présent travail de revêt un intérêt à trois niveaux. Sur le plan théorique, la problématique sur la relation entre les institutions et les IDE a suscité beaucoup d'intérêt dans la littérature économique. Cependant, très peu d'études ont pris en compte la qualité des institutions dans l'explication de l'attractivité des IDE, surtout pour les pays africains. Ainsi, cette étude contribue à la littérature traitant des déterminants du financement externe des économies. Sur le plan empirique, il s'agit d'explicitier la problématique des déterminants du financement externe des économies africaines. À la différence des travaux antérieurs, ce travail de recherche utilise des spécifications qui tiennent compte des données de panels. Sur le plan opérationnel, ce travail de recherche apparaît opportun pour les autorités, d'autant plus que le rôle que la qualité des institutions joue dans l'attractivité des IDE, se révèle des éléments additionnels de gestion ayant des implications importantes sur la formulation des politiques économiques.

3. Approche méthodologie

Dans cette section, nous spécifions d'abord le modèle empirique, ensuite les sources de données et enfin nous décrivons la technique d'estimation utilisée.

3.1. Modèle empirique

Afin de déterminer le rôle de la qualité des institutions dans l'attractivité des IDE en Afrique, nous utilisons le modèle empirique inspiré d'Ekodo et al. (2018). La version compacte du modèle est donnée par l'équation suivante :

$$IDE_{i,t} = \alpha_0 + \beta IDE_{i,t-1} + \delta QI_{i,t} + \sum_{i=1}^n \lambda_i X_{i,t} + \mu_i + \eta_t + \varepsilon_{i,t}$$

Avec *IDE* étant les flux d'IDE entrants en pourcentage du PIB.

IDE_{i,t-1} représente l'attractivité des entrées d'IDE de l'année précédente. Elle permet de saisir l'impact de l'IDE précédent, de tenir compte des autocorrélations d'erreurs, de capturer l'effet des facteurs omis du modèle qui influencent l'IDE dans le passé (Singh et Jun, 1995).

Dans le cadre de notre travail de recherche, nous retiendrons comme variable d'intérêt la qualité des institutions (QI), qui est un indice composite agrégé à partir de l'ACP. Cet indice est constitué à partir des six indicateurs de la gouvernance¹ de (Kaufmann et al., 1996) à savoir : le contrôle de la corruption (CC), l'Etat de droit (ED), la liberté d'expression (LE), la qualité de

¹ Sur la base des avis des experts de la Banque Mondiale, en charge des questions de gouvernance dans le monde. Chacun de ses six indicateurs peuvent obtenir un score variant entre -2,5 et +2,5 en fonction des pays. Un score élevé indique une bonne qualité de l'indicateur et un score bas, une mauvaise qualité.

la réglementation (QR), la qualité du service public (QSP) et la stabilité politique et l'absence de violence (SP). En effet, l'ACP est une technique d'analyse des données qui nous permet dans le cadre de notre recherche, de classifier et de discriminer les pays en fonction du niveau institutionnel. Il permet aussi de calculer un indicateur composite de la qualité des institutions, qui sera mis en exergue dans la régression. Ainsi, notre indicateur composite institutionnel, constitué des différents indicateurs individuels, se présente comme suit :

$$QI_{i,t} = 0,420 * CC_{i,t} + 0,439 * ED_{i,t} + 0,368 * LE_{i,t} + 0,422 * QR_{i,t} + 0,429 * QSP_{i,t} + 0,362 * SP_{i,t}$$

X est la matrice des variables de contrôle constituée des dépenses de consommation finale, l'investissement domestique et les ressources naturelles.

Les dépenses de consommation : représentent la valeur marchande de tous les biens et services, y compris les produits durables en pourcentage du PIB (Bobbo, 2018). Nous attendons un signe positif du coefficient de cette variable.

L'investissement domestique : capté par la formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB. En présence d'asymétrie d'information, l'investissement intérieur sert de signal à l'État, de l'économie hôte aux investisseurs étrangers (Buchanan et al., 2012). On s'attend à ce que la corrélation de l'investissement domestique par habitant avec l'IDE soit positive et le coefficient aura donc le signe plus.

Les ressources naturelles : sont approximées par le total des bénéfices tirés des ressources naturelles en pourcentage du PIB. Celui-ci correspond à la somme des bénéfices tirés du pétrole, du gaz naturel, du charbon (anthracite et houille), des minéraux et des forêts. Cette mesure a été également employée par Asiedu (2006). On s'attend de ce fait, à ce que le coefficient ait le signe plus.

ε_{it} est le terme d'erreur composé de μ_i qui capte les effets spécifiques pays non observés et η_t qui prend en compte l'effet spécifique temporel commun à tous les pays ; i désigne la dimension individuelle, t est la dimension temporelle ; α , β , δ et λ sont les paramètres.

3.2.Sources de données, statistiques descriptives et matrice de corrélations

Les données utilisées sont de sources secondaires et proviennent de la Banque Mondiale notamment de la WDI (2021) pour les variables macroéconomiques et de la WGI (2021) pour les variables de gouvernance, sur 30 pays africains durant la période 2002-2020. Le tableau 2 ci-dessous présente les caractéristiques des variables retenues. Les résultats obtenus sont synthétisés suivant la moyenne, l'écart-type, les valeurs minimales et maximales des pays de l'échantillon.

Tableau 2 : statistiques descriptives

Variabiles	Obs.	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
IDE	570	4,162	6,382	-18,917	57,877
Qualité des institutions	570	-1,121	1,328	-3,757	2,140
Dépenses de consommation	570	80,372	13,988	37,463	140,814
Investissement domestique	570	24,979	9,362	7,278	79,401
Ressources naturelles	570	10,343	11,152	0,001	58,687

Source : auteurs, à partir des données de la WDI (2022) et de la WGI (2022).

Les corrélations entre les différentes variables d'analyse (tableau 3), ne sont pas assez élevées pour provoquer de sérieux problèmes de muticolinéarité. L'attractivité des IDE est positivement corrélée à la qualité des institutions.

Tableau 3 : matrice de corrélation des variables du modèle

	IDE	Qualité des institutions	Dépenses de consommation	Investissement domestique	Ressources naturelles
IDE	1,000				
Qualité des institutions	0,025	1,000			
Dépenses de consommation	0,031	0,020	1,000		
Investissement domestique	0,469	-0,111	-0,415	1,000	
Ressources naturelles	0,086	-0,544	-0,684	0,298	1,000

Source : auteurs, à partir des données de la WDI (2022) et de la WGI (2022).

3.3. Technique d'estimation

La MMG en système de Blundell et Bond (1998), est celle retenue pour mettre en évidence notre modèle économétrique. Cette méthode d'estimation permet de pallier au problème de biais d'endogenéité, engendré par la modélisation sous forme de modèle dynamique en données de panel. Afin d'appréhender la robustesse du modèle, les auteurs suggèrent deux tests. Le premier est le test de suridentification de Sargan/Hansen. Il permet de tester la validité des variables retardées comme instruments. Il sera concluant si l'on ne parvient pas à rejeter l'hypothèse nulle au seuil de 10 %. Le second est le test d'autocorrélation de second ordre d'Arellano et Bond. Il sera concluant si l'hypothèse nulle (absence d'autocorrélation des termes d'erreurs en différence première de second ordre), ne peut être rejetée au seuil de 10 %.

4. Résultats et discussions

Pour évaluer le rôle de la qualité des institutions dans l'attractivité des IDE en Afrique sur la période 2002-2020, nous avons eu recours à la MMG. Notre analyse consiste à mettre en évidence l'influence de l'indice composite de la qualité des institutions (1) et des indicateurs de

la gouvernance, à savoir : le contrôle de la corruption (2), l'État de droit (3), la liberté d'expression (4), la qualité de la régulation (5), la qualité du service publique (6) et la stabilité politique (7), sur l'attractivité des IDE. Les résultats de nos estimations sont synthétisés dans le tableau 4, et sont satisfaisants aussi bien sur le plan économétrique que sur le plan théorique.

Tableau 4 : rôle de la qualité des institutions dans l'attractivité des IDE en Afrique

Variables exogènes	Variable endogène : IDE						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
IDE (retardé)	0,289*** (0,054)	0,302*** (0,054)	0,296*** (0,054)	0,301*** (0,054)	0,284*** (0,054)	0,284*** (0,054)	0,305*** (0,053)
Dépenses de consommation	0,291*** (0,058)	0,298*** (0,059)	0,308*** (0,062)	0,306*** (0,060)	0,280*** (0,053)	0,315*** (0,061)	0,163*** (0,028)
Investissement domestique	0,369*** (0,061)	0,367*** (0,062)	0,380*** (0,064)	0,381*** (0,064)	0,365*** (0,060)	0,379*** (0,062)	0,327*** (0,051)
Ressources naturelles	0,365*** (0,093)	0,371*** (0,094)	0,392*** (0,102)	0,383*** (0,097)	0,349*** (0,086)	0,396*** (0,097)	0,111*** (0,030)
Qualité des institutions	1,461*** (0,362)						
Contrôle de la corruption		2,897*** (0,751)					
Etat de droit			3,287*** (0,922)				
Liberté d'expression				2,420*** (0,677)			
Qualité de la régulation					3,304*** (0,884)		
Qualité du service publique						3,494*** (0,838)	
Stabilité politique							1,006*** (0,288)
Constant	-31,88*** (6,438)	-32,67*** (6,629)	-33,88*** (6,935)	-34,20*** (6,868)	-30,93*** (5,974)	-34,24*** (6,808)	-19,23*** (3,316)
Observations	540	540	540	540	540	540	540
Nombre de pays	30	30	30	30	30	30	30
Nombre d'instruments	12	12	12	12	12	12	12
Test de Wald : p-value	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
AR (1) : p-value	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
AR (2) : p-value	0,381	0,428	0,346	0,336	0,338	0,319	0,422
Test de Sargan : p-value	0,129	0,146	0,104	0,141	0,159	0,164	0,100

Notes : les valeurs entre parenthèses correspondent à l'écart-type. ***, **, * respectivement significatifs à 1 %, 5 % et 10 %.

Source : auteurs, à partir des données de la WDI (2022) et de la WGI (2022).

Sur le plan économétrique, le test de Wald nous permet de conclure que nos 7 modèles sont globalement et fortement significatifs. En effet, la p-value associée à cette statistique est inférieure au seuil de 1 % ($\text{Prob} > F = 0,000$), pour l'ensemble des 7 régressions. En outre, le test AR (2) est également satisfaisant puisque la p-value supérieure au seuil de 10 % ne permet pas non plus de rejeter l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation de second ordre des résidus dans les 7 estimations. Enfin, le test de Sargan dont la p-value est supérieure au seuil de 10 %, est concluant pour tous les modèles, ne permettant pas de rejeter l'hypothèse nulle et donc la validité de nos instruments. Les résultats de nos estimations sont donc robustes, d'autant plus que les écarts-types ont également été corrigés de l'hétéroscédasticité

Sur le plan théorique, nos résultats sont pour la plupart conformes aux travaux antérieurs, aussi bien pour les variables d'intérêts, que pour les variables de contrôles de l'attractivité des IDE. En ce qui concerne la variable dépendante retardée d'une année, les coefficients affectés indiquent une persistance des IDE en Afrique dans l'ensemble de nos sept régressions et donc l'existence d'un effet d'agglomération des activités relatives aux IDE. De manière générale, ces résultats suggèrent que la présence des IDE dans un pays est un indicateur d'une attractivité dans le futur (Mijiyawa, 2015).

Des estimations effectuées, il en ressort que le coefficient associé à l'indicateur composite de qualité des institutions, est positif et significatif au seuil de 1 %. Ce qui indique que la qualité des institutions favorise l'attractivité des IDE en Afrique. Ainsi, une amélioration de la qualité des institutions entrainera un accroissement des IDE. Ce résultat est en accord avec ceux trouvés par Bobbo (2018).

En examinant les dimensions de la qualité des institutions, les résultats montrent que le contrôle de la corruption a un effet positif et significatif au seuil de 1 % sur l'attractivité des IDE. Ce résultat est d'autant plus attendu théoriquement que la corruption réduit les IDE. Ce résultat corrobore celui des études antérieures ayant démontrées que le contrôle de la corruption améliore l'attractivité des IDE (El Issaoui, 2022).

Les résultats des estimations indiquent, que l'Etat de droit a un effet positif et significatif au seuil de 1 % sur l'attractivité des IDE. Le résultat ainsi obtenu montre, que l'approfondissement de l'Etat de droit en Afrique favorise les entrées des IDE. Ce résultat est similaire à celui trouvé par Papaioannou (2009).

La liberté d'expression souvent utilisée pour approximer la démocratie, a un effet positif et significatif au seuil de 1 % sur les IDE entrants. En effet, une participation accrue des citoyens aux choix des dirigeants et une meilleure garantie des libertés d'expression, d'association et de

presse sont des indicateurs de crédibilité des pays d'accueil aux yeux des investisseurs étrangers. Le résultat obtenu est en phase avec ceux de Malikané et Chitambara (2017).

La qualité de la régulation a un effet positif et significatif au seuil de 1 % sur les IDE. En général une bonne qualité de la réglementation est synonyme d'un cadre économique sain, de bonnes politiques commerciales, d'un développement du secteur privé, etc. Ce résultat signifie que la qualité de la régulation favorise l'attractivité des IDE. Il est en accord avec ceux de Globerman et Shapiro (2003).

La qualité du service public a un effet positif et significatif au seuil de 1 % sur l'attractivité des IDE. Ce résultat correspond à celui attendu. La mauvaise qualité du service public peut engendrer une défaillance systémique d'une économie, pouvant créer une barrière à l'entrée des IDE. En revanche, une bonne qualité des services publics est un facteur d'incitation des flux d'IDE (Bénassy-Quéré et al., 2007).

La stabilité politique et l'absence de violence a un signe positif et significatif au seuil de 1 %. Ce résultat montre que la stabilité de l'environnement politique est favorable à l'attractivité des IDE en Afrique. En effet, des investisseurs étrangers sont plus disposés à investir dans un environnement politique stable, plus propice aux activités économiques. À contrario, l'instabilité politique causée par des émeutes, la guerre civile ou des grèves empêchent d'investir. Ce résultat est en phase avec ceux d'Anyanwu et Yameogo (2015).

En ce qui concerne les variables de contrôle, les dépenses de consommation finale exercent un effet positif et fortement significatif au seuil de 1 % dans nos sept estimations. Ces résultats sont compatibles avec ceux trouvés par Bobbo (2018) sur un échantillon des pays d'ASS.

Le coefficient associé à l'investissement domestique est positif et significatif au seuil de 1 % dans l'ensemble de nos modèles. Ce qui indique que les pays capables de mobiliser des ressources intérieures sont attractifs pour les IDE. Le niveau d'investissement domestique d'un pays est un indicateur pour les investisseurs étrangers, car ils perçoivent cela comme un bon indice concernant le climat des affaires dans ce pays (Diallo, 2019).

Les ressources naturelles ont un effet positif et statistiquement significatif au seuil de 1 % sur les IDE, dans toutes nos régressions. En effet, plus le poids des ressources naturelles est important dans ces pays, plus ils attirent d'IDE. Ce qui est tout à fait conforme à nos attentes dans la mesure où la plupart des pays africains disposent plus ou moins des ressources naturelles avec la présence de nombreuses multinationales dans le secteur. Ces dernières constituent un facteur clé dans l'attractivité des IDE en Afrique. Ce résultat va dans le même sens que ceux trouvés par Avom et Ongo Nkoa (2013).

Conclusion

Les IDE constituent l'une des formes de capitaux les plus prisés par les PED notamment ceux d'Afrique dans la recherche de financement pour leur développement. La littérature économique révèle plusieurs facteurs internes et externes qui peuvent expliquer l'afflux des IDE. Dans ce travail de recherche, nous avons analysé le rôle de la qualité des institutions dans l'attractivité des IDE en Afrique, durant la période 2002-2020. Pour mener à bien notre analyse, nous avons employé un modèle dynamique en données de panel, estimé par la MMG en système. Les résultats des régressions révèlent, que la qualité des institutions a un effet positif et significatif dans l'attractivité des IDE en Afrique. Ceci à travers ; le contrôle de la corruption, la liberté d'expression, l'Etat de droit, la liberté d'expression, la qualité de la régulation, la qualité du service publique et la stabilité politique. De même, il apparaît également que les dépenses de consommation finale, l'investissement domestique et les ressources naturelles sont des facteurs aussi importants que les précédents dans la dynamique d'attractivité des IDE. Ainsi, les pays africains pourraient obtenir davantage d'IDE en améliorant la qualité de leurs institutions. Aussi, ces pays devraient promouvoir la consommation interne, les investissements domestiques et les ressources naturelles. En somme, l'accroissement de ces facteurs permettra d'améliorer le niveau des IDE en Afrique, ceci afin de permettre aux pays membres d'atteindre le club des pays émergents.

Bibliographie

Abed, G. T., & Davoodi, H. R. (2000). *Corruption, structural reforms, and economic performance in the transition economies*.

Anyanwu, J. C., & Yameogo, N. D. (2015). What drives foreign direct investments into West Africa? An empirical investigation. *African Development Review*, 27(3), 199-215.

Asiedu, E. (2002). On the Determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries : Is Africa Different? *World development*, 30(1), 107-119.

Asiedu, E. (2003). Foreign direct investment to Africa : The role of government policy, governance and political instability. *Department of Economics, University of Kansas*.

Asiedu, E. (2006). Foreign direct investment in Africa : The role of natural resources, market size, government policy, institutions and political instability. *World economy*, 29(1), 63-77.

Avom, D., & Ongo Nkoa, B. E. (2013). Why foreign direct investment goes towards central Africa? *Journal of economics and sustainable development*, 4(9), 9-17.

Badoma, G., & Abessolo, Y. (2017). Les déterminants de l'attractivité des pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) a legard des IDE. *Global Journal of Management And Business Research*.

Banque Mondiale. (2022). *Doing Business 2021 : Mesure de la qualité et de l'efficience du cadre réglementaire*.

Bénassy-Quéré, A., Coupet, M., & Mayer, T. (2007). Institutional determinants of foreign direct investment. *World economy*, 30(5), 764-782.

Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of econometrics*, 87(1), 115-143.

Bobbo, A. (2018). Volatilité de l'inflation, gouvernance et investissements directs étrangers entrants en Afrique sub-saharienne. *African Development Review*, 30(1), 86-99.

Buchanan, B. G., Le, Q. V., & Rishi, M. (2012). Foreign direct investment and institutional quality : Some empirical evidence. *International review of financial analysis*, 21, 81-89.

CNUCED. (2016). *Rapport sur l'Investissement dans le Monde : Nationalité des investisseurs-enjeux et politiques*. Nations Unies.

Daude, C., & Stein, E. (2007). The quality of institutions and foreign direct investment. *Economics & Politics*, 19(3), 317-344.

Diallo, T. S. (2019). *Investissements directs étrangers, croissance économique et pollution de l'environnement en Afrique sub-saharienne*. Université Cheikh Anta Diop.

Drabek, Z., & Payne, W. (2002). The impact of transparency on foreign direct investment. *Journal of Economic Integration*, 777-810.

Ekodo, R., Njaya, J. B., & Ndam, M. (2018). Impact de la corruption sur l'attractivité des IDE : Les résultats d'une étude empirique menée en zone CEMAC. *Revue de Gestion et d'Économie*, 6(3), 173-189.

El Issaoui, K. (2022). Qualité institutionnelle et flux des investissements directs étrangers dans les pays africains. *Repères et Perspectives Economiques*, 6(2).

Globerman, S., & Shapiro, D. (2003). Governance infrastructure and US foreign direct investment. *Journal of International Business Studies*, 34(1), 19-39.

Guerin, S. S., & Manzocchi, S. (2009). Political regime and FDI from advanced to emerging countries. *Review of World economics*, 145(1), 75-91.

Kaufmann, D., Kraay, A., & Zoido-Lobaton, P. (1996). *Aggregating governance indicators* (Vol. 2195). World Bank publications.

Kinda, T. (2010). Investment climate and FDI in developing countries : Firm-level evidence. *World development*, 38(4), 498-513.

Komlan, F. (2006). *La qualité des institutions et les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique subsaharienne : Une estimation par la méthode des moments généralisés en système*. Paris-septembre.

Komlan, F. (2016). Natural Resources and Foreign Direct Investment (FDI) in Sub-Saharan Africa : Dynamic Approach. *Journal of Economics and Development Studies*, 4(2), 28-55.

- Kuzmina, O., Volchkova, N., & Zueva, T. (2014). Foreign direct investment and governance quality in Russia. *Journal of Comparative Economics*, 42(4), 874-891.
- Li, Q. (2006). Political violence and foreign direct investment. In *Regional economic integration* (Vol. 12, p. 225-249). Emerald Group Publishing Limited.
- Li, Q., & Resnick, A. (2003). Reversal of fortunes : Democratic institutions and foreign direct investment inflows to developing countries. *International organization*, 57(1), 175-211.
- Malikane, C., & Chitambara, P. (2017). Foreign direct investment, democracy and economic growth in southern Africa. *African Development Review*, 29(1), 92-102.
- Mijiyawa, A. (2015). What drives foreign direct investment in Africa? An empirical investigation with panel data. *African Development Review*, 27(4), 392-402.
- North, D. C. (1990). *Economic performance* (Vol. 3). Cambridge: Cambridge University Press.
- Oumarou, M., & Sali, O. (2020). Facteurs Institutionnels Et Attractivité Des Investissements Directs Étrangers En Afrique Subsaharienne : Une Approche En Panel Dynamique. *Global Journal of Human-Social Science: Economics*, 20(7), 1-20.
- Papaioannou, E. (2009). What drives international financial flows? Politics, institutions and other determinants. *Journal of Development economics*, 88(2), 269-281.
- Pierpont, B. (2007). Pierpont, B. (2007). Democracy, property rights and FDI in developing countries : A regional analysis. *Honors Projects*, 4(1), 1-30.
- Przeworski, A., & Limongi, F. (1993). Political regimes and economic growth. *Journal of economic perspectives*, 7(3), 51-69.
- Sarkar, H., & Hasan, M. A. (2001). Impact of corruption on the efficiency of investment : Evidence from a cross-country analysis. *Asia-pacific development journal*, 8(2), 111-116.
- Singh, H., & Jun, K. W. (1995). *Some new evidence on determinants of foreign direct investment in developing countries*. World Bank Publications.